

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

MANQUEMENTS ALLÉGUÉS À CERTAINES
OBLIGATIONS INTERNATIONALES RELATIVEMENT
AU TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ

(NICARAGUA c. ALLEMAGNE)

DEMANDE EN INDICATION
DE MESURES CONSERVATOIRES

ORDONNANCE DU 30 AVRIL 2024

2024

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

ALLEGED BREACHES OF CERTAIN
INTERNATIONAL OBLIGATIONS IN RESPECT
OF THE OCCUPIED PALESTINIAN TERRITORY

(NICARAGUA v. GERMANY)

REQUEST FOR THE INDICATION
OF PROVISIONAL MEASURES

ORDER OF 30 APRIL 2024

Mode officiel de citation :

*Manquements allégués à certaines obligations internationales relativement
au Territoire palestinien occupé (Nicaragua c. Allemagne),
mesures conservatoires, ordonnance du 30 avril 2024,
C.I.J. Recueil 2024, p. 560*

Official citation:

*Alleged Breaches of Certain International Obligations in respect
of the Occupied Palestinian Territory (Nicaragua v. Germany),
Provisional Measures, Order of 30 April 2024,
I.C.J. Reports 2024, p. 560*

ISSN 0074-4441
ISBN 978-92-1-003479-1
e-ISBN 978-92-1-107164-1

N° de vente : Sales number 1320
--

© 2025 CIJ/ICJ, Nations Unies/United Nations
Tous droits réservés/All rights reserved

IMPRIMÉ EN FRANCE/PRINTED IN FRANCE

30 AVRIL 2024

ORDONNANCE

MANQUEMENTS ALLÉGUÉS À CERTAINES
OBLIGATIONS INTERNATIONALES RELATIVEMENT
AU TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ

(NICARAGUA c. ALLEMAGNE)

DEMANDE EN INDICATION
DE MESURES CONSERVATOIRES

ALLEGED BREACHES OF CERTAIN
INTERNATIONAL OBLIGATIONS IN RESPECT
OF THE OCCUPIED PALESTINIAN TERRITORY

(NICARAGUA v. GERMANY)

REQUEST FOR THE INDICATION
OF PROVISIONAL MEASURES

30 APRIL 2024

ORDER

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNÉE 2024

2024
30 avril
Rôle général
n° 193

30 avril 2024

MANQUEMENTS ALLÉGUÉS À CERTAINES
OBLIGATIONS INTERNATIONALES RELATIVEMENT
AU TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ

(NICARAGUA c. ALLEMAGNE)

DEMANDE EN INDICATION
DE MESURES CONSERVATOIRES

ORDONNANCE

Présents : M. SALAM, *président* ; M^{me} SEBUTINDE, *vice-présidente* ;
MM. TOMKA, ABRAHAM, YUSUF, M^{me} XUE, MM. BHANDARI,
IWASAWA, NOLTE, M^{me} CHARLESWORTH, MM. BRANT,
GÓMEZ ROBLEDO, M^{me} CLEVELAND, MM. AURESCU, TLADI,
juges ; M. AL-KHASAWNEH, *juge ad hoc* ; M. GAUTIER, *greffier*.

La Cour internationale de Justice,

Ainsi composée,

Après délibéré en chambre du conseil,

Vu les articles 41 et 48 du Statut de la Cour et les articles 73, 74 et 75 de son Règlement,

Rend l'ordonnance suivante :

1. Le 1^{er} mars 2024, la République du Nicaragua (ci-après le « Nicaragua ») a déposé au Greffe de la Cour une requête introductive d'instance contre la République fédérale d'Allemagne (ci-après l'« Allemagne ») concernant des manquements allégués à certaines obligations internationales relativement au Territoire palestinien occupé.

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEAR 2024

30 April 2024

2024
30 April
General List
No. 193ALLEGED BREACHES OF CERTAIN
INTERNATIONAL OBLIGATIONS IN RESPECT
OF THE OCCUPIED PALESTINIAN TERRITORY

(NICARAGUA v. GERMANY)

REQUEST FOR THE INDICATION
OF PROVISIONAL MEASURES

ORDER

Present: President SALAM; Vice-President SEBUTINDE; Judges TOMKA, ABRAHAM, YUSUF, XUE, BHANDARI, IWASAWA, NOLTE, CHARLES-WORTH, BRANT, GÓMEZ ROBLEDÓ, CLEVELAND, AURESCU, TLADI; Judge ad hoc AL-KHASAWNEH; Registrar GAUTIER.

The International Court of Justice,

Composed as above,

After deliberation,

Having regard to Articles 41 and 48 of the Statute of the Court and Articles 73, 74 and 75 of the Rules of Court,

Makes the following Order:

1. On 1 March 2024, the Republic of Nicaragua (hereinafter “Nicaragua”) filed in the Registry of the Court an Application instituting proceedings against the Federal Republic of Germany (hereinafter “Germany”) concerning alleged breaches of certain international obligations in respect of the Occupied Palestinian Territory.

2. Au terme de sa requête, le Nicaragua

«prie respectueusement la Cour de dire et juger que l'Allemagne :

- 1) a manqué et continue de manquer aux obligations qui lui incombent en vertu de la convention sur le génocide, en particulier celles prévues à l'article premier, en s'abstenant, en toute connaissance de cause, de prévenir le génocide en cours du peuple palestinien, en particulier les Gazaouis ;
- 2) a manqué et continue de manquer aux obligations qui lui incombent en vertu de la convention sur le génocide, en particulier celles prévues à l'article premier, non seulement en s'abstenant de prévenir le génocide en cours, mais aussi en fournissant à Israël une aide, y compris du matériel militaire, qui serait et pourrait être utilisée par Israël pour commettre le génocide, et en retirant sa contribution à l'aide financière aux victimes que distribue l'UNRWA ;
- 3) a manqué et continue de manquer aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article premier de la quatrième convention de Genève et des principes intransgressibles du droit humanitaire, non seulement en ne veillant pas à ce que les prescriptions de cette convention soient respectées, mais encore en fournissant une aide, y compris du matériel militaire, qui serait et pourrait être utilisée pour commettre un génocide, des crimes contre l'humanité, des infractions graves aux conventions de Genève de 1949, des attaques dirigées contre des biens de caractère civil ou des personnes civiles et protégées comme telles, ou d'autres crimes de guerre, en violation des obligations qui lui incombent en vertu des conventions de Genève de 1949 et du droit international coutumier, et en retirant son aide financière à l'UNRWA ;
- 4) a manqué et continue de manquer aux obligations qui lui incombent en vertu du droit international humanitaire, non seulement en ne veillant pas à ce que cet ensemble de règles énonçant le principe élémentaire d'humanité soit respecté par Israël, mais aussi en prêtant aide et assistance à Israël et en retirant son aide financière à l'UNRWA ;
- 5) a manqué et continue de manquer à ses obligations conventionnelles et coutumières, y compris celle de faciliter la réalisation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et d'y coopérer, en fournissant à Israël une aide, et en particulier du matériel militaire, qui est utilisée pour dénier ce droit au peuple palestinien et qui, en outre, contribue à l'imposition et au maintien d'un régime d'apartheid ;
- 6) a violé et continue de violer le droit international en refusant de poursuivre, faire juger et punir les personnes responsables ou accusées de crimes graves de droit international, y compris les crimes de guerre et le crime d'apartheid, que ces personnes soient ou non des nationaux allemands ;

2. At the end of its Application, Nicaragua

“respectfully requests the Court to adjudge and declare that Germany:

- (1) has breached and continues to breach its obligations under the Genocide Convention in particular the obligations provided in Article I by, with full knowledge of the situation, failing to prevent the ongoing genocide against the Palestinian People in particular Gazans;
- (2) has breached and continues to breach its obligations under the Genocide Convention in particular the obligations provided in Article I by not only failing to prevent the ongoing genocide but by providing aid, including military equipment, to Israel that would be used in the commission of genocide, by Israel, and by withdrawing the financial assistance to the victims provided by UNRWA;
- (3) has breached and continues to breach its obligations under Article I of the Fourth Geneva Convention and intransgressible principles of humanitarian law, not only by failing to ensure that the requirements of that Convention are complied with, but also by providing aid, including military equipment, that would be used in the commission of genocide, crimes against humanity, grave breaches of the Geneva Conventions of 1949, attacks directed against civilian objects or civilians protected as such, or other war crimes, in violation of its duties under the 1949 Geneva Conventions and customary international law and by withdrawing Germany’s financial assistance to UNRWA;
- (4) has breached and continues to breach its obligations under international humanitarian law not only by failing to ensure that these rules of elementary consideration of humanity are respected by Israel, but also by providing aid and assistance to Israel, and withdrawing Germany’s financial assistance to UNRWA;
- (5) has breached and continues to breach its conventional and customary law obligations, including the obligation to facilitate and cooperate in bringing about the Palestinian People’s right to self-determination, by providing aid and particularly military equipment to Israel that is used to deny this right of self-determination and moreover helps to maintain and impose an apartheid regime;
- (6) has breached and continues to breach international law by refusing to prosecute, bring to trial and punish persons responsible for, or accused of grave crimes under international law, including war crimes and apartheid, whether or not such persons are German nationals;

- 7) doit mettre immédiatement fin à ses manquements aux obligations internationales susmentionnées ;
- 8) doit donner des assurances de non-répétition de ses manquements aux obligations susmentionnées ;
- 9) doit réparer intégralement le préjudice causé par son fait internationalement illicite. »

3. Dans sa requête, le Nicaragua entend fonder la compétence de la Cour sur la déclaration qu'il a faite le 24 septembre 1929 en vertu de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale (puis modifiée le 23 octobre 2001) et qui, aux termes du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut de la présente Cour, est considérée, pour la durée lui restant à courir, comme comportant acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour, ainsi que sur la déclaration faite le 30 avril 2008 par l'Allemagne en vertu du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut. Le Nicaragua entend également fonder la compétence de la Cour sur l'article IX de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (ci-après la « convention sur le génocide » ou la « convention »).

4. La requête contenait une demande en indication de mesures conservatoires, présentée au titre de l'article 41 du Statut de la Cour et des articles 73, 74 et 75 de son Règlement.

5. Au terme de sa demande, le Nicaragua prie la Cour d'indiquer les mesures conservatoires suivantes :

- « 1) L'Allemagne doit suspendre immédiatement son aide à Israël, notamment son assistance militaire dont la fourniture de matériel militaire, dans la mesure où cette aide pourrait servir à commettre des violations de la convention sur le génocide, du droit international humanitaire ou d'autres normes impératives du droit international général, telles que le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et son droit de ne pas être soumis à un régime d'apartheid ;
- 2) L'Allemagne doit immédiatement tout mettre en œuvre pour que les armes déjà livrées à Israël ne soient pas utilisées pour commettre un génocide ou contribuer à des actes de génocide, ni d'une manière qui enfreindrait le droit international humanitaire ;
- 3) L'Allemagne doit immédiatement faire tout son possible pour se conformer aux obligations que lui impose le droit humanitaire ;
- 4) L'Allemagne doit revenir sur sa décision de suspendre son financement de l'UNRWA de manière à se conformer aux obligations qui lui incombent de prévenir le génocide et les actes de génocide ainsi que de prévenir la violation des droits humanitaires du peuple palestinien, y compris l'obligation de faire tout son possible pour que l'aide humanitaire parvienne au peuple palestinien, plus particulièrement à Gaza ;
- 5) L'Allemagne doit coopérer pour faire cesser les violations graves de normes impératives du droit international en mettant fin au soutien

- (7) must cease immediately the breaches of its international obligations indicated above;
- (8) must give assurances of non-repetition of the breaches of its obligations indicated above;
- (9) must make full reparation for the injury caused by its internationally wrongful acts.”

3. In its Application, Nicaragua seeks to found the jurisdiction of the Court on the declaration which it made on 24 September 1929 (as amended on 23 October 2001) under Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice and which is deemed, pursuant to Article 36, paragraph 5, of the Statute of the present Court, for the period which it still has to run, to be acceptance of the compulsory jurisdiction of this Court, as well as on the declaration made by Germany on 30 April 2008, under Article 36, paragraph 2, of the Statute. Nicaragua also seeks to found the jurisdiction of the Court on Article IX of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (hereinafter the “Genocide Convention” or the “Convention”).

4. The Application contained a Request for the indication of provisional measures submitted with reference to Article 41 of the Statute and to Articles 73, 74 and 75 of the Rules of Court.

5. At the end of its Request, Nicaragua asks the Court to indicate the following provisional measures:

- “(1) Germany shall immediately suspend its aid to Israel, in particular its military assistance including military equipment, in so far as this aid may be used in the violation of the Genocide Convention, international humanitarian law or other peremptory norms of general international law such as the Palestinian People’s right to self-determination and to not be subject to a regime of apartheid;
- (2) Germany must immediately make every effort to ensure that weapons already delivered to Israel are not used to commit genocide, contribute to acts of genocide or are used in such a way as to violate international humanitarian law;
- (3) Germany must immediately do everything possible to comply with its obligations under humanitarian law;
- (4) Germany must reverse its decision to suspend the funding of UNRWA as part of the compliance of its obligations to prevent genocide and acts of genocide and the violation of the humanitarian rights of the Palestinian People which also includes the obligation to do everything possible to ensure that humanitarian aid reaches the Palestinian People, more particularly in Gaza;
- (5) Germany must cooperate to bring to an end the serious breaches of peremptory norms of international law by ceasing its support,

qu'elle apporte à Israël, notamment en cessant de lui fournir du matériel militaire qui pourrait servir pour commettre de graves crimes de droit international, et continuer d'apporter à l'UNRWA le soutien sur lequel cet organisme compte et dont ses activités sont tributaires.»

6. Le greffier adjoint a immédiatement communiqué au Gouvernement de l'Allemagne la requête contenant la demande en indication de mesures conservatoires, conformément au paragraphe 2 de l'article 40 du Statut de la Cour et au paragraphe 2 de l'article 73 de son Règlement. Il a également informé le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du dépôt par le Nicaragua de cette requête et de cette demande.

7. En attendant que la communication prévue au paragraphe 3 de l'article 40 du Statut de la Cour ait été effectuée, le greffier, par lettre en date du 4 mars 2024, a informé tous les États admis à ester devant la Cour du dépôt de la requête et de la demande en indication de mesures conservatoires.

8. La Cour ne comptant sur le siège aucun juge de nationalité nicaraguayenne, le Nicaragua s'est prévalu du droit que lui confère le paragraphe 3 de l'article 31 du Statut de procéder à la désignation d'un juge *ad hoc* pour siéger en l'affaire; il a désigné M. Awn Shawkat Al-Khasawneh.

9. Par lettres en date du 5 mars 2024, le greffier a fait connaître aux Parties que la Cour, conformément au paragraphe 3 de l'article 74 de son Règlement, avait fixé aux lundi 8 avril et mardi 9 avril 2024 les dates de la procédure orale sur la demande en indication de mesures conservatoires.

10. Au cours des audiences publiques, des observations orales sur la demande en indication de mesures conservatoires ont été présentées par :

Au nom du Nicaragua : S. Exc. M. Carlos José Argüello Gómez,
M. Daniel Müller,
M. Alain Pellet.

Au nom de l'Allemagne : M^{me} Tania von Uslar-Gleichen,
M. Christian J. Tams,
M. Samuel Wordsworth,
M^{me} Anne Peters,
M. Paolo Palchetti.

11. Au terme de ses plaidoiries, le Nicaragua a prié la Cour

«d'indiquer de toute urgence, dans l'attente de sa décision au fond en la présente affaire, et après avoir rappelé aux Parties les obligations qu'elles ont de respecter le droit humanitaire ainsi que de coopérer pour faire cesser les violations graves de normes impératives du droit international, les mesures conservatoires suivantes relativement à la participation de l'Allemagne au génocide plausible en cours et aux violations graves du droit international humanitaire et d'autres normes impératives du

including its supply of military equipment to Israel that may be used to commit serious crimes of international law and that it continue the support of the UNRWA on which this Organization has counted and based its activities.”

6. The Deputy-Registrar immediately communicated to the Government of Germany the Application containing the Request for the indication of provisional measures, in accordance with Article 40, paragraph 2, of the Statute of the Court and Article 73, paragraph 2, of the Rules of Court. He also notified the Secretary-General of the United Nations of the filing by Nicaragua of the Application and the Request for the indication of provisional measures.

7. Pending the notification provided for by Article 40, paragraph 3, of the Statute of the Court, the Registrar informed all States entitled to appear before the Court of the filing of the Application and the Request for the indication of provisional measures by a letter dated 4 March 2024.

8. Since the Court included upon the Bench no judge of Nicaraguan nationality, Nicaragua proceeded to exercise the right conferred upon it by Article 31, paragraph 3, of the Statute to choose a judge *ad hoc* to sit in the case; it chose Mr Awn Shawkat Al-Khasawneh.

9. By letters dated 5 March 2024, the Registrar informed the Parties that, pursuant to Article 74, paragraph 3, of its Rules, the Court had fixed Monday 8 April and Tuesday 9 April 2024 as the dates for the oral proceedings on the request for the indication of provisional measures.

10. At the public hearings, oral observations on the request for the indication of provisional measures were presented by:

On behalf of Nicaragua: HE Mr Carlos José Argüello Gómez,
Mr Daniel Müller,
Mr Alain Pellet.

On behalf of Germany: Ms Tania von Uslar-Gleichen,
Mr Christian J. Tams,
Mr Samuel Wordsworth,
Ms Anne Peters,
Mr Paolo Palchetti.

11. At the end of its oral observations, Nicaragua requested the Court

“as a matter of extreme urgency, pending the Court’s determination of this case on the merits, and after recalling to the Parties the obligation of compliance with humanitarian law as well as of the obligation of cooperation to bring to an end all serious breaches of peremptory norms of international law, to indicate the following provisional measures with respect to Germany in its participation in the ongoing plausible genocide and serious breaches of international humanitarian law and other

droit international général qui sont commises dans la bande de Gaza et dans d'autres parties de la Palestine :

- 1) L'Allemagne doit suspendre immédiatement son aide à Israël, notamment son assistance militaire ainsi que l'exportation et les autorisations d'exportation de matériel militaire et d'armes de guerre, dans la mesure où cette aide sert ou pourrait servir à commettre ou à faciliter des violations graves de la convention sur le génocide, du droit international humanitaire ou d'autres normes impératives du droit international général ;
- 2) L'Allemagne doit immédiatement veiller à ce que le matériel militaire, les armes de guerre et les autres équipements utilisés à des fins militaires qui ont déjà été livrés à Israël par l'État allemand ou des entités allemandes ne servent pas à commettre ou à faciliter des violations graves de la convention sur le génocide, du droit international humanitaire ou d'autres normes impératives du droit international général ;
- 3) L'Allemagne doit rétablir son soutien et son financement de l'UNRWA en ce qui concerne les opérations de celui-ci à Gaza. »

12. Au terme de ses plaidoiries, l'Allemagne a prié la Cour

- « 1) de rejeter la demande en indication de mesures conservatoires présentée par la République du Nicaragua ;
- 2) de rayer de son rôle l'instance introduite par la République du Nicaragua le 1^{er} mars 2024 ».

* * *

13. La Cour rappelle que, conformément à l'article 41 du Statut, elle a « le pouvoir d'indiquer, si elle estime que les circonstances l'exigent, quelles mesures conservatoires du droit de chacun doivent être prises à titre provisoire ». En la présente espèce, la Cour considère qu'elle doit d'abord déterminer si le Nicaragua a suffisamment démontré que les circonstances, telles qu'elles se présentent actuellement à elle, sont de nature à exiger l'exercice de son pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires.

* *

14. Le Nicaragua avance que, en fournissant des armes à Israël et en suspendant le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), l'Allemagne a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de la convention sur le génocide et du droit international humanitaire, dont les conventions de Genève du 12 août 1949 (ci-après les « conventions de Genève ») et les protocoles additionnels du 8 juin 1977, ainsi qu'à ses principes intransgressibles. Le Nicaragua affirme que le Gouvernement allemand a autorisé, pour l'année 2023, des exportations « de matériel militaire

peremptory norms of general international law occurring in the Gaza Strip, as well as in other parts of Palestine, namely, to order that:

- (1) Germany must immediately suspend its aid to Israel, in particular its military assistance, export and authorization of export of military equipment and war weapons, in so far as this aid is used or could be used to commit or to facilitate serious violations of the Genocide Convention, international humanitarian law or other peremptory norms of general international law;
- (2) Germany must immediately ensure that military equipment, war weapons, and other equipment used for military purposes already delivered by Germany and German entities to Israel are not used to commit or to facilitate serious violations of the Genocide Convention, international humanitarian law or other peremptory norms of general international law;
- (3) Germany must resume its support and financing of UNRWA in respect of its operations in Gaza.”

12. At the end of its oral observations, Germany asked the Court

- “(1) to reject the request for the indication of provisional measures submitted by the Republic of Nicaragua; and
- (2) to remove from the General List the case introduced by the Republic of Nicaragua on 1 March 2024”.

* * *

13. The Court recalls that, pursuant to Article 41 of the Statute, it has “the power to indicate, if it considers that circumstances so require, any provisional measures which ought to be taken to preserve the respective rights of either party”. In the present proceedings, the Court considers that it must first ascertain whether Nicaragua has sufficiently shown that the circumstances as they now present themselves to the Court are such as to require the exercise of its power to indicate provisional measures.

* *

14. Nicaragua asserts that, by providing weapons to Israel and by suspending the provision of funds to the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA), Germany has failed to comply with its obligations under the Genocide Convention and international humanitarian law, including the Geneva Conventions of 12 August 1949 (hereinafter the “Geneva Conventions”) and the Additional Protocols of 8 June 1977, and its intransgressible principles. Nicaragua contends that, for the year 2023, the German Government authorized exports “of military equipment and war weapons” worth more than €326 million — which is

et d'armes de guerre» pour un montant supérieur à 326 millions d'euros — soit plus de dix fois plus que pour l'année 2022 — et que, sur ce total, des autorisations concernant du matériel militaire pour un montant de près de 300 millions d'euros ont été accordées depuis le début de l'opération militaire menée par Israël dans la bande de Gaza. Le Nicaragua soutient en outre que, au début de 2024, le Gouvernement allemand a délivré des autorisations d'exportation «de matériel militaire et d'armes de guerre» pour un montant de plus de 9 millions d'euros. Le Nicaragua affirme que l'Allemagne ne pouvait pas ignorer la situation à Gaza, ni que le «matériel militaire et les armes de guerre» qu'elle fournissait seraient probablement utilisés par Israël pour «bombarder et tuer des milliers d'enfants, de femmes et d'hommes palestiniens». Il affirme également que l'Allemagne non seulement manque à son obligation de prévenir et de punir les violations de la convention sur le génocide et du droit international humanitaire, mais qu'elle s'en rend «complice en prêtant aide et assistance à leur commission».

15. En réponse, l'Allemagne fait valoir, premièrement, qu'elle s'est acquittée de l'obligation qui incombe aux États parties à la convention sur le génocide de prévenir la commission du génocide en ayant continûment recours à tous les moyens raisonnables à sa disposition, pour exercer son influence sur Israël afin d'améliorer la situation à Gaza, et pour fournir de l'aide humanitaire à la population de Gaza. Deuxièmement, elle soutient que l'obligation, pouvant découler de l'article premier commun aux conventions de Genève, qui est faite aux États non parties à un conflit armé n'impose pas à ceux-ci de s'abstenir totalement de soutenir militairement un État partie à un conflit armé. Les États qui fournissent des armes à une zone en proie à un conflit armé sont par contre tenus, avant de prendre des décisions au sujet d'exportations de matériel militaire et d'armes, de procéder à une évaluation appropriée des risques pour déterminer si ces armes seront utilisées pour commettre des violations des obligations prévues par les règles applicables du droit international. L'Allemagne affirme en outre qu'elle a adopté des normes très strictes en matière de délivrance d'autorisations afin d'évaluer s'il existe le moindre risque que l'État destinataire commette des violations graves de la convention sur le génocide, du droit international humanitaire et d'autres normes impératives du droit international. Selon l'Allemagne, rien ne montre que le fait qu'elle fournisse du matériel militaire à Israël aurait contribué à la commission d'un génocide allégué ou de violations du droit international humanitaire.

* *

16. La Cour note que l'Allemagne, ainsi qu'elle l'a fait valoir, est liée par le traité sur le commerce des armes du 2 avril 2013 et par la position commune 2008/944/PESC du Conseil de l'Union européenne du 8 décembre 2008 (telle que modifiée par la décision (PESC) 2019/1560 du Conseil, publiée le 17 septembre 2019), qui définit les règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires.

more than ten times than for the year 2022 —, and that, out of this amount, licences for military equipment worth almost €300 million have been granted since the beginning of the military operation by Israel in the Gaza Strip. Nicaragua further argues that, in early 2024, the German Government provided export licences for “military equipment and weapons of war” worth more than €9 million. Nicaragua claims that Germany could not be unaware of the situation in Gaza nor ignore the likelihood that the “military equipment and war weapons” provided by it would be used by Israel “to bomb and kill thousands of Palestinian children, women and men”. It also claims that Germany has not only violated its obligations to prevent and punish breaches of the Genocide Convention and of international humanitarian law, but that it is also “complicit in them by aiding and assisting the commission of [those] breaches”.

15. In response, Germany first states that it has fulfilled the obligation incumbent on States parties to the Genocide Convention to prevent the occurrence of genocide by continuously using all reasonable means at its disposal to exert its influence on Israel in order to improve the situation in Gaza and to furnish humanitarian aid to the population of Gaza. Secondly, it contends that the obligation that could be derived from common Article 1 of the Geneva Conventions incumbent upon non-parties to an armed conflict does not obligate a State to refrain completely from providing military support to a State involved in an armed conflict. It rather requires States supplying arms to an area of armed conflict, before taking decisions regarding exports of military equipment and arms, to conduct a proper risk assessment as to whether such arms will be used to commit breaches of obligations under applicable rules of international law. Germany further contends that it has stringent licensing standards to assess whether there is any risk of serious violations of the Genocide Convention, international humanitarian law and other peremptory norms of international law by the recipient State. According to Germany, there is no evidence that the supply of military equipment to Israel by Germany would have contributed to an alleged genocide or to breaches of international humanitarian law.

* *

16. The Court notes that Germany, as it has stated, is bound by the Arms Trade Treaty of 2 April 2013 and by the European Council Common Position 2008/944/CFSP of 8 December 2008 (as amended by Council Decision (CFSP) 2019/1560, published on 17 September 2019), which defines common rules governing the control of exports of military technology and equipment.

17. La Cour relève en outre, ainsi que l'Allemagne l'a également fait valoir, que le cadre juridique allemand relatif à la fabrication, à la commercialisation et à l'exportation d'armes de guerre et d'autre matériel militaire prévoit un processus interinstitutionnel faisant intervenir au moins deux ministères, et éventuellement davantage selon l'objet de la demande d'autorisation. Conformément à ce cadre juridique, deux catégories de technologie et de matériel militaires sont soumises à autorisation, les « armes de guerre » et les « autres matériels militaires ». L'exportation des « armes de guerre », qui comprennent les avions de combat, les blindés, les armes automatiques et certaines munitions et parties essentielles correspondantes, est soumise à deux autorisations préalables. L'exportation des « autres matériels militaires », qui visent notamment les matériels de défense contre les risques chimiques, les équipements de protection tels que les casques et le matériel de protection corporelle, ainsi que le matériel de communication, est soumise à une seule autorisation préalable. En application du cadre juridique allemand, pour chaque autorisation accordée, le Gouvernement allemand procède à une évaluation pour vérifier s'il existe un risque manifeste que l'article particulier soumis à autorisation soit utilisé pour commettre un génocide, des crimes contre l'humanité ou des violations graves des quatre conventions de Genève.

18. La Cour note de surcroît, ainsi que l'Allemagne l'a indiqué, que la valeur des équipements pour lesquels des autorisations ont été accordées a nettement diminué depuis novembre 2023, passant d'environ 200 millions d'euros en octobre 2023 à environ 24 millions d'euros en novembre 2023, et finalement à environ 1 million d'euros en mars 2024. La Cour note également que, selon l'Allemagne, seules quatre autorisations pour « armes de guerre » ont été accordées depuis le 7 octobre 2023 : deux concernaient des munitions à fin d'entraînement, une des charges propulsives à des fins d'essai et une l'exportation de 3 000 armes antichars portables. Elle note en outre qu'Israël avait aussi pris contact avec le Gouvernement allemand en 2023 au sujet de munitions pour blindés et qu'aucune décision n'a jusqu'ici été prise par la défenderesse. De plus, selon l'Allemagne, la procédure d'autorisation pour l'exportation d'un sous-marin à Israël est pendante, étant donné qu'une seule des deux autorisations requises a, pour l'instant, été délivrée. Enfin, la Cour prend note de la déclaration de l'Allemagne indiquant que 98 % des autorisations délivrées depuis le 7 octobre 2023 relevaient de la catégorie des « autres matériels militaires » et non de celle des « armes de guerre ».

19. Pour ce qui est de la demande du Nicaragua tendant à ce que l'Allemagne « rétablisse son soutien et son financement de l'UNRWA en ce qui concerne les opérations de celui-ci à Gaza » (voir le paragraphe 11 ci-dessus), la Cour note que l'Allemagne a annoncé le 27 janvier 2024 sa décision de suspendre sa contribution à l'UNRWA s'agissant des opérations à Gaza. À cet égard, la Cour relève, tout d'abord, que les contributions à l'UNRWA ont un caractère volontaire. Elle relève en outre que, selon les informations que l'Allemagne lui a fournies, aucun nouveau versement ne

17. The Court further notes that, as Germany has also stated, the German legal framework on the manufacturing, marketing and export of weapons and other military equipment involves an inter-agency process with consideration by at least two ministries, and potentially other ministries depending on the content of the licence application. Under this legal framework, there are two categories of military technology and equipment subject to licensing, “war weapons” and “other military equipment”. The export of “war weapons”, which include combat aircraft, tanks, automatic weapons and certain corresponding ammunition and essential components, requires two licences. The export of “other military equipment”, which includes defence equipment against chemical hazards, protective gear such as helmets or body protection plates, as well as communication equipment, requires one licence. Under the German legal framework, for every licence that is granted, an assessment is carried out by the German Government to ascertain whether there is a clear risk that the particular item subject to licensing would be used in the commission of genocide, crimes against humanity or grave breaches of the four Geneva Conventions.

18. The Court in addition notes that, as stated by Germany, there has been a significant decrease since November 2023 in the value of material for which the licences were granted, from approximately €200 million in October 2023 to approximately €24 million in November 2023 to approximately €1 million in March 2024. The Court also notes that, since 7 October 2023, according to Germany, only four licences for “war weapons” have been granted: two for training ammunition, one for propellant charges for test purposes, and one concerned the export of 3,000 portable anti-tank weapons. The Court further notes that Israel had also approached the German Government in 2023 for tank ammunition and that no decision by the Respondent has thus far been made regarding this request. In addition, according to Germany, the licensing for export of a submarine to Israel is currently pending, as only one of the two licences required for this export has so far been granted. Finally, the Court takes note of Germany’s statement that 98 per cent of the licences granted since 7 October 2023 concerned “other military equipment” and not “war weapons”.

19. With regard to Nicaragua’s request that Germany “resume its support and financing of UNRWA in respect of its operations in Gaza” (see paragraph 11 above), the Court notes that Germany announced its decision to suspend its contribution to UNRWA on 27 January 2024 in respect of operations in Gaza. In this regard, the Court observes, first, that contributions to UNRWA are voluntary in nature. Secondly, it notes that, according to the information provided to it by Germany, no new payment was due from the latter in the weeks following the announcement of its decision. Finally,

devait être effectué par celle-ci dans les semaines qui ont suivi l'annonce de sa décision. La Cour note enfin que l'Allemagne a indiqué qu'elle avait soutenu des initiatives visant à financer les travaux de l'Office, en particulier par l'intermédiaire du versement de 50 millions d'euros effectué par l'Union européenne à l'UNRWA le 1^{er} mars 2024, ainsi que par son appui financier et matériel à d'autres organisations opérant dans la bande de Gaza.

20. Sur la base des informations factuelles et des arguments juridiques présentés par les Parties, la Cour conclut que, à l'heure actuelle, les circonstances ne sont pas de nature à exiger l'exercice de son pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires en vertu de l'article 41 du Statut.

*

21. En ce qui concerne la demande de l'Allemagne tendant à ce que l'instance soit rayée du rôle (voir le paragraphe 12 ci-dessus), la Cour fait observer que, comme elle l'a indiqué par le passé, elle peut, en cas d'incompétence manifeste, rayer une affaire de son rôle au stade des mesures conservatoires (*Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Espagne), mesures conservatoires, ordonnance du 2 juin 1999, C.I.J. Recueil 1999 (II)*, p. 773, par. 35; *Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. États-Unis d'Amérique), mesures conservatoires, ordonnance du 2 juin 1999, C.I.J. Recueil 1999 (II)*, p. 925, par. 29; *Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France), mesures conservatoires, ordonnance du 7 décembre 2016, C.I.J. Recueil 2016 (II)*, p. 1165, par. 70). Si tel n'est pas le cas, la Cour ne peut procéder à une telle radiation (*Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête : 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda), mesures conservatoires, ordonnance du 10 juillet 2002, C.I.J. Recueil 2002*, p. 249, par. 91; *Immunités et procédures pénales (Guinée équatoriale c. France), mesures conservatoires, ordonnance du 7 décembre 2016, C.I.J. Recueil 2016 (II)*, p. 1165, par. 70). En la présente affaire, à défaut d'incompétence manifeste, la Cour ne saurait accéder à la demande de l'Allemagne.

* * *

22. La Cour rappelle que, dans son ordonnance du 26 janvier 2024, elle a noté que l'opération militaire conduite par Israël à la suite de l'attaque du 7 octobre 2023 avait fait «de très nombreux morts et blessés et causé la destruction massive d'habitations, le déplacement forcé de l'écrasante majorité de la population et des dommages considérables aux infrastructures civiles» (*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël), mesures conservatoires, ordonnance du 26 janvier 2024, C.I.J. Recueil 2024 (I)*, p. 20, par. 46). Elle reste en outre profondément préoccupée par les conditions désastreuses dans lesquelles vivent les Palestiniens de la bande de Gaza, en particulier au vu de la privation prolongée et généralisée de nourriture et d'autres produits de première nécessité à laquelle ceux-ci sont soumis, ainsi qu'elle l'a constaté dans son ordonnance du 28 mars 2024

the Court notes that Germany stated that it has supported initiatives aimed at funding the agency's work, in particular through the payment of €50 million by the European Union to UNRWA on 1 March 2024, as well as providing financial and material support to other organizations operating in the Gaza Strip.

20. Based on the factual information and legal arguments presented by the Parties, the Court concludes that, at present, the circumstances are not such as to require the exercise of its power under Article 41 of the Statute to indicate provisional measures.

*

21. As to Germany's request that the case be removed from the List (see paragraph 12 above), the Court notes that, as it has held in the past, where there is a manifest lack of jurisdiction, it can remove the case from the List at the provisional measures stage (*Legality of Use of Force (Yugoslavia v. Spain)*, *Provisional Measures, Order of 2 June 1999*, *I.C.J. Reports 1999 (II)*, p. 773, para. 35; *Legality of Use of Force (Yugoslavia v. United States of America)*, *Provisional Measures, Order of 2 June 1999*, *I.C.J. Reports 1999 (II)*, p. 925, para. 29; *Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea v. France)*, *Provisional Measures, Order of 7 December 2016*, *I.C.J. Reports 2016 (II)*, p. 1165, para. 70). Conversely, where there is no such manifest lack of jurisdiction, the Court cannot remove the case at that stage (*Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)*, *Provisional Measures, Order of 10 July 2002*, *I.C.J. Reports 2002*, p. 249, para. 91; *Immunities and Criminal Proceedings (Equatorial Guinea v. France)*, *Provisional Measures, Order of 7 December 2016*, *I.C.J. Reports 2016 (II)*, p. 1165, para. 70). In the present case, there being no manifest lack of jurisdiction, the Court cannot accede to Germany's request.

* * *

22. The Court recalls that, in its Order of 26 January 2024, it noted that the military operation conducted by Israel following the attack of 7 October 2023 had resulted in "a large number of deaths and injuries, as well as the massive destruction of homes, the forcible displacement of the vast majority of the population, and extensive damage to civilian infrastructure" (*Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide in the Gaza Strip (South Africa v. Israel)*, *Provisional Measures, Order of 26 January 2024*, *I.C.J. Reports 2024 (I)*, p. 20, para. 46). In addition, the Court remains deeply concerned about the catastrophic living conditions of the Palestinians in the Gaza Strip, in particular in view of the prolonged and widespread deprivation of food and other basic necessities to which they have been subjected, as acknowledged by the Court in its Order of 28 March 2024 (*Application of the Convention on the*

(*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël), mesures conservatoires, ordonnance du 28 mars 2024, C.I.J. Recueil 2024 (I), p. 519, par. 18*).

23. La Cour rappelle que, en vertu de l'article premier commun aux conventions de Genève, tous les États parties ont l'obligation de «respecter et [de] faire respecter» ces conventions «en toutes circonstances». Il résulte de cette disposition l'obligation de chaque État partie à ces conventions, «qu'il soit partie ou non à un conflit déterminé, de faire respecter les prescriptions des instruments concernés» (*Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé, avis consultatif, C.I.J. Recueil 2004 (I), p. 199-200, par. 158*). Une telle obligation «ne découle pas seulement des conventions elles-mêmes, mais des principes généraux du droit humanitaire dont les conventions ne sont que l'expression concrète» (*Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. États-Unis d'Amérique), fond, arrêt, C.I.J. Recueil 1986, p. 114, par. 220*). S'agissant de la convention sur le génocide, la Cour a eu l'occasion de relever que l'obligation de prévenir la commission du crime de génocide, en application de l'article premier, exige des États parties qui avaient connaissance, ou auraient dû normalement avoir connaissance, de l'existence d'un risque sérieux de commission d'actes de génocide, qu'ils mettent en œuvre tous les moyens qui sont raisonnablement à leur disposition en vue d'empêcher, dans la mesure du possible, le génocide (*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro), arrêt, C.I.J. Recueil 2007 (I), p. 221-222, par. 430-431*). En outre, les États parties sont tenus par la convention sur le génocide de ne commettre aucun des autres actes énumérés à l'article III (*ibid.*, p. 114, par. 168).

24. De surcroît, la Cour estime particulièrement important de rappeler à tous les États les obligations internationales qui leur incombent en ce qui concerne le transfert d'armes à des parties à un conflit armé, afin d'éviter le risque que ces armes soient utilisées pour commettre des violations des conventions susmentionnées. Toutes ces obligations incombent à l'Allemagne en tant qu'État partie auxdites conventions lorsqu'elle fournit des armes à Israël.

* * *

25. La Cour réaffirme que la décision rendue en la présente procédure ne préjuge en rien la question de sa compétence pour connaître du fond de l'affaire, ni aucune question relative à la recevabilité de la requête ou au fond lui-même. Cette décision laisse intact le droit des Gouvernements du Nicaragua et de l'Allemagne de faire valoir leurs moyens en ces matières.

* * *

Prevention and Punishment of the Crime of Genocide in the Gaza Strip (South Africa v. Israel), Provisional Measures, Order of 28 March 2024, I.C.J. Reports 2024 (I), p. 519, para. 18).

23. The Court recalls that, pursuant to common Article 1 of the Geneva Conventions, all States parties are under an obligation “to respect and to ensure respect” for the Conventions “in all circumstances”. It follows from that provision that every State party to these Conventions, “whether or not it is a party to a specific conflict, is under an obligation to ensure that the requirements of the instruments in question are complied with” (*Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 2004 (I)*, pp. 199-200, para. 158). Such an obligation “does not derive only from the Conventions themselves, but from the general principles of humanitarian law to which the Conventions merely give specific expression” (*Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America), Merits, Judgment, I.C.J. Reports 1986, p. 114, para. 220*). With regard to the Genocide Convention, the Court has had the opportunity to observe that the obligation to prevent the commission of the crime of genocide, pursuant to Article I, requires States parties that are aware, or that should normally have been aware, of the serious risk that acts of genocide would have been committed, to employ all means reasonably available to them to prevent genocide so far as possible (*Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro), Judgment, I.C.J. Reports 2007 (I)*, pp. 221-222, paras. 430-431). Further, States parties are bound by the Genocide Convention not to commit any other acts enumerated in Article III (*ibid.*, p. 114, para. 168).

24. Moreover, the Court considers it particularly important to remind all States of their international obligations relating to the transfer of arms to parties to an armed conflict, in order to avoid the risk that such arms might be used to violate the above-mentioned Conventions. All these obligations are incumbent upon Germany as a State party to the said Conventions in its supply of arms to Israel.

* * *

25. The Court reaffirms that the decision given in the present proceedings in no way prejudices the question of the jurisdiction of the Court to deal with the merits of the case or any questions relating to the admissibility of the Application or to the merits themselves. It leaves unaffected the right of the Governments of Nicaragua and Germany to submit arguments in respect of those questions.

* * *

26. Par ces motifs,

LA COUR,

Par quinze voix contre une,

Dit que les circonstances, telles qu'elles se présentent actuellement à elle, ne sont pas de nature à exiger l'exercice de son pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires en vertu de l'article 41 du Statut.

POUR: M. Salam, *président*; M^{me} Sebutinde, *vice-présidente*;
MM. Tomka, Abraham, Yusuf, M^{me} Xue, MM. Bhandari,
Iwasawa, Nolte, M^{me} Charlesworth, MM. Brant, Gómez Robledo,
M^{me} Cleveland, MM. Aurescu, Tladi, *juges*;

CONTRE: M. Al-Khasawneh, *juge ad hoc*.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le trente avril deux mille vingt-quatre, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de la République du Nicaragua et au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne.

Le président,

(Signé) Nawaf SALAM.

Le greffier,

(Signé) Philippe GAUTIER.

M^{me} la juge SEBUTINDE, vice-présidente, joint à l'ordonnance l'exposé de son opinion individuelle; M. le juge IWASAWA joint à l'ordonnance l'exposé de son opinion individuelle; M^{me} la juge CLEVELAND et M. le juge TLADI joignent des déclarations à l'ordonnance; M. le juge *ad hoc* AL-KHASAWNEH joint à l'ordonnance l'exposé de son opinion dissidente.

(Paraphé) N.S.

(Paraphé) Ph.G.

26. For these reasons,

THE COURT,

By fifteen votes to one,

Finds that the circumstances, as they now present themselves to the Court, are not such as to require the exercise of its power under Article 41 of the Statute to indicate provisional measures.

IN FAVOUR: *President* Salam; *Vice-President* Sebutinde; *Judges* Tomka, Abraham, Yusuf, Xue, Bhandari, Iwasawa, Nolte, Charlesworth, Brant, Gómez Robledo, Cleveland, Aurescu, Tladi;

AGAINST: *Judge ad hoc* Al-Khasawneh.

Done in French and in English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this thirtieth day of April, two thousand and twenty-four, in three copies, one of which will be placed in the archives of the Court and the others transmitted to the Government of the Republic of Nicaragua and the Government of the Federal Republic of Germany, respectively.

(Signed) Nawaf SALAM,
President.

(Signed) Philippe GAUTIER,
Registrar.

Vice-President SEBUTINDE appends a separate opinion to the Order of the Court; Judge IWASAWA appends a separate opinion to the Order of the Court; Judges CLEVELAND and TLADI append declarations to the Order of the Court; Judge *ad hoc* AL-KHASAWNEH appends a dissenting opinion to the Order of the Court.

(Initialled) N.S.

(Initialled) Ph.G.

SOMMAIRE DU FASCICULE

	Page
MANQUEMENTS ALLÉGUÉS À CERTAINES OBLIGATIONS INTERNATIONALES RELATIVEMENT AU TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ (NICARAGUA c. ALLEMAGNE)	
ORDONNANCE DU 30 AVRIL 2024 (MESURES CONSERVATOIRES)	560
Opinion individuelle de M ^{me} la juge Sebutinde, vice-présidente . .	570
Opinion individuelle de M. le juge Iwasawa	584
Déclaration de M ^{me} la juge Cleveland	591
Déclaration de M. le juge Tladi	597
Opinion dissidente de M. le juge <i>ad hoc</i> Al-Khasawneh	603

CONTENTS OF THE FASCICLE

	Page
ALLEGED BREACHES OF CERTAIN INTERNATIONAL OBLIGATIONS IN RESPECT OF THE OCCUPIED PALESTINIAN TERRITORY (NICARAGUA v. GERMANY)	
ORDER OF 30 APRIL 2024 (PROVISIONAL MEASURES)	560
Separate opinion of Vice-President Sebutinde	570
Separate opinion of Judge Iwasawa	584
Declaration of Judge Cleveland	591
Declaration of Judge Tladi	597
Dissenting opinion of Judge <i>ad hoc</i> Al-Khasawneh	603

ISBN 978-92-1-003479-1



9 789210 034791